



DOSSIER

1989-2009 LES MUTATIONS DU MONDE DEPUIS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN

Sous la direction de Fabio Liberti
Chercheur à l'IRIS

6 novembre 2009

1989 : quels bouleversements dans l'ordre international ?

Vingt ans après la chute du mur de Berlin, nous commençons à disposer d'un certain recul, essentiel pour l'analyse des événements historiques. La chute du Mur a-t-elle constitué une rupture majeure dans l'ordre international ? Comme l'affirme Robert Chaouad dans ce dossier, nombre de questions se sont posées à la communauté internationale, ce 9 novembre 1989 : Comment gérer la question allemande ? Que faire de l'OTAN ? Quelles relations avec les anciennes démocraties populaires ? En réalité, ce n'est pas uniquement l'ordre européen qui s'est retrouvé bouleversé par l'événement, mais bien l'ordre mondial. Quels sont donc les points de contacts et de rupture entre le monde de 1989 et celui d'aujourd'hui ?

A un monde bipolaire, centré sur l'affrontement entre l'Union soviétique et ses satellites d'une part, et les Etats-Unis et le monde occidental d'autre part, a succédé un monde unipolaire, puis multipolaire pour certains, interpolaire pour d'autres¹. Unipolaire car les Etats-Unis, seule super ou hyper-puissance² - pour reprendre l'heureuse formule d'Hubert Védrine -, ont dicté les règles de l'ordre international depuis 1991 jusqu'à la crise économique et financière de 2008. Multipolaire ou interpolaire car, depuis l'élection de Barack Obama, l'échec patent de la stratégie unilatérale américaine, le gouffre économique et financier révélé par la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 et les événements qui lui ont fait suite ont montré la nécessité de revenir aux fondamentaux de la coopération internationale. Dans un monde où tout est global, du commerce à la menace, une seule puissance n'est plus suffisante pour gérer les affaires du monde, et le déséquilibre provoqué par la chute du Mur semble se combler petit à petit par d'autres puissances émergentes, tels la Chine, l'Inde, le Brésil, mais également une Union européenne finalement

dotée d'un cadre institutionnel rénové suite à l'adoption du Traité de Lisbonne, et une Russie qui montre ses griffes à nouveau et qui se cherche un statut de puissance.

Comment les relations internationales ont-elles changé depuis ce 9 novembre 1989 ? Comment les différents pôles de puissance mondiale ont-ils évolué durant les vingt dernières années ? Et dans quelle mesure ces changements sont-ils dus à la nouvelle réalité internationale dévoilée au monde entier ce jour de novembre 1989 ?

Ce dossier cherche à apporter des éléments de réponse à ces interrogations. Robert Chaouad, chargé de recherche au Laboratoire d'études politiques et d'analyses cartographiques (LEPAC) et chercheur associé à l'IRIS, fait un point sur les évolutions européennes au cours de la période 1989-2009. Arnaud Dubien, directeur de recherche Russie/CEI à l'IRIS, nous parle de la volonté de puissance de la Russie vingt ans après, ainsi que des forces et faiblesses de ce pays. Arnaud Kurze, du Center for Global Studies de la George Mason University, nous éclaire sur les relations euro-américaines de ces vingt dernières années. Quant à Olivier Guillard, directeur de recherche Asie à l'IRIS, il évoque le rôle nouveau de la Chine sur la scène internationale. Enfin, Andreï Gratchev, ancien porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev, nous explique, dans un entretien vidéo, la place de la Russie dans ce monde en transition né de la chute du mur de Berlin. ■

(1) Voir sur ce sujet Giovanni Grevi, " *The Interpolar World, a new scenario* ", *Occasional Paper*, n°79, juin 2009, Institut d'études de sécurité de l'UE.

(2) Hubert Védrine, *Face à l'hyper-puissance*, septembre 2003, Editions Fayard.

L'Europe après la chute du Mur : l'incertitude pour boussole

Robert CHAOUAD
Chargé de recherche,
Laboratoire d'études politiques et d'analyses cartographiques (LEPAC)
Chercheur associé à l'IRIS

Lorsque l'événement s'est produit, personne ne l'avait vu venir. Certes, depuis quelques mois déjà, des signes pouvaient donner à penser que nous traversions une période de mutations de grande ampleur. En effet, à l'été 1989, l'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche s'était traduite par l'afflux de milliers d'Allemands de l'Est, qui profitaient de l'occasion pour rejoindre l'Ouest ; depuis le mois d'août, la Pologne s'était dotée d'un gouvernement non communiste, une première ; depuis septembre, tous les lundis, des manifestants est-allemands se réunissaient à Leipzig ; enfin, depuis le 23 octobre, la République de Hongrie avait abandonné dans sa Constitution la référence au socialisme.

Surtout, au moment où le mur de Berlin s'ouvre physiquement, à partir du 9 novembre 1989, personne n'est en mesure de saisir les enjeux à court et moyen termes de ce qui se produit alors. Le régime est-allemand allait-il s'effondrer dans la foulée ou perdurer malgré la disparition du symbole ? Les brèches dans le Rideau de fer constatées depuis des mois, voire des années, allaient-elles être gérées dans le maintien du système des blocs ou s'ouvrir davantage et mettre un terme à la division européenne ? S'agissant de l'URSS, comment savoir, à ce moment-là, quelle évolution prendrait le régime ?

Lorsque l'URSS s'effondre, en décembre 1991, la guerre froide est alors définitivement terminée, " fin du monde bipolaire... entrée dans un monde global "1. Il aura fallu attendre deux années de plus cependant. Deux années au cours desquelles l'ensemble de l'espace européen aura vu resurgir des phénomènes et des problématiques gelés par la Guerre froide ; deux années, en somme, au cours desquelles de vieilles questions européennes se reposent à nouveau, mettant à mal l'architecture politique, sécuritaire et institutionnelle créée en Europe de l'Ouest durant la Guerre froide. Comment gérer la question allemande ? Que faire de l'OTAN ? Quelles relations avec les anciennes démocraties populaires ?

Dans l'urgence et l'incertitude d'un monde finissant, les événements européens qui suivent la chute du Mur, ainsi que les décisions politiques prises au cours de cette période pour y répondre vont profondément façonner et structurer l'Europe alors à venir. Sans véritable repère pour s'orienter dans la confusion politique qui règne à ce moment-là, l'euphorie européenne de la chute du Mur laisse très rapidement place à un continent rattrapé par ces vieux réflexes. Le continent européen se trouve alors travaillé par un double mouvement historique : celui de la division, caractérisé notamment par le retour de la guerre et l'apparition de nouveaux États et, dans le même temps, celui de la réaffirmation, via l'Union européenne, du processus d'unification de l'Europe.

Décennie 1990 : l'Europe, " un continent fissile "2

Il n'aura fallu que quelques mois après la chute du mur de Berlin pour que le continent européen connaisse à nouveau les affres de la guerre et des aspirations à l'indépendance nationale. A l'exception de la réunification allemande, le 3 octobre 1990, on assiste, au cours des premières années de la décennie 1990, à l'éclatement de certains États et donc, en retour, à la création de nouveaux États. Quasiment à la même période, l'URSS et la Yougoslavie voient leur unité remise en question. Dès juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance. Quelques semaines plus tard, un conflit éclate entre la Croatie et l'armée yougoslave, marquant le retour de la guerre sur le continent européen. Les conflits en Bosnie-Herzégovine puis au Kosovo, en 1999, conduiront au démantèlement de la Yougoslavie et à l'apparition de nouveaux États indépendants dans les Balkans (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro et Macédoine). En URSS, la reconnaissance de l'indépendance des Pays baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), le 6 septembre 1991, précipite l'éclatement de l'empire et accroît la liste des nouveaux États européens. Enfin, la partition pacifique de la Tchécoslovaquie en deux États au 1^{er} janvier 1993 renforce le mouvement de division étatique de l'Europe, quelques années seulement après la chute du mur de Berlin.

Alors que la fin du Rideau de fer laissait augurer une nouvelle ère d'unification du continent européen, on assiste, au contraire, au début des années 1990, à un mouvement de dislocation de certains États d'Europe de l'Est qui déstabilise le continent. Sur le plan historique, la disparition de trois États (l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie) n'est pas anodine. Produit de la Première Guerre mondiale, ces trois États ont été créés après 1918. Pour l'Europe, leur éclatement vient clore, d'une certaine manière, le court XXe siècle analysé par l'historien Éric J. Hobsbawm.

Paradoxalement, au moment même où le continent est à nouveau traversé par des conflits et voit de nouveaux États se créer, le processus d'intégration européenne initié en 1957 en Europe de l'Ouest avec la Communauté économique européenne (CEE) connaît, lui, une relance de grande ampleur. A cet égard, nombre des nouveaux États européens créés au cours des années 1990 manifesteront leur volonté de rejoindre le projet d'intégration communautaire.

Le salut par l'Union européenne ?

L'intégration communautaire allait-elle résister à la disparition des conditions historiques et politiques de sa création ? La réponse à cette question ne tarde guère. A peine le Mur tombé, la réunification allemande opérée et l'URSS disparue, la CEE se trouve sur le point de se transformer en Union européenne³ et les anciennes démocraties populaires réclament de rejoindre le processus d'intégration communautaire.

Ainsi, pour le processus de construction européenne, l'après-Guerre froide sera placé sous le signe d'une ambition réaffirmée, avec le projet d'Union économique et monétaire et l'intégration de nouveaux États membres. L'UE va donc très rapidement s'atteler à la tâche, sur fond de réformes institutionnelles permanentes qui se concrétiseront par l'adoption des traités d'Amsterdam, en 1997, puis de Nice, en 2001. Le dernier avatar de ce processus de négociations institutionnelles a pris la forme du traité de Lisbonne, signé en décembre 2007 en remplacement du traité constitutionnel européen⁴, et dont l'entrée en vigueur devrait intervenir au 1^{er} décembre 2009. En matière économique et monétaire, c'est à marche forcée et à grands coups de critères de convergence que la mise en place de la monnaie unique devient effective pour les citoyens européens au 1^{er} janvier 2002. L'adoption de la devise européenne par onze États membres en 1999 (seize États aujourd'hui) apparaît comme le dernier grand chantier abouti en matière d'approfondissement de l'Union européenne. En effet, ni la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), créée par le traité de Maastricht, ni les réformes institutionnelles n'ont connu le même succès. Ainsi, à défaut de nouvelles réussites en matière d'approfondissement, c'est du côté du processus d'élargissement qu'il a fallu chercher les derniers véritables succès de l'intégration européenne.

L'élargissement de l'UE et les adhésions à l'OTAN en guise de réunification du continent

Si l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède en 1995 se réalise assez rapidement, portant à quinze le nombre d'États membres de l'UE, en revanche, pour les anciens pays du bloc communiste, le chemin sera plus long. La transition vers le modèle de démocratie libérale à économie de marché à peine entamée, les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) aspirent déjà, en effet, à rejoindre l'UE, et ce au nom de la réunification du continent européen. Malgré des tergiversations quant au rythme auquel devrait se réaliser ce que les Européens de l'Ouest nomment élargissement, le principe est néanmoins adopté. Il faudra attendre presque une décennie pour voir l'UE s'élargir à dix nouveaux États. Ainsi, le 1^{er} mai 2004, en intégrant Chypre, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Hongrie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie, l'UE connaît l'élargissement le plus important de son histoire. Deux ans plus tard, lorsque la Bulgarie et la Roumanie intègrent à leur tour l'Union, portant à vingt-sept le nombre d'États membres, la réunification politique du continent a enfin lieu.

Il aura donc fallu dix-huit ans après la chute du mur de Berlin pour que cette réunification devienne réalité. Entre temps, les anciennes démocraties populaires auront dû adopter le modèle juridique, politique et économique porté par l'UE et développé en Europe de l'Ouest au cours de la Guerre froide. Malgré les critiques stigmatisant la mauvaise préparation de ces grands élargissements et le fait que l'UE n'était pas prête pour un tel changement d'échelle, en dépit des discours accusant l'élargissement de tous les maux dont souffrirait aujourd'hui l'Union, il n'en demeure pas moins que ce vaste mouvement d'extension de l'Union apparaît comme une réussite historique majeure pour l'UE. Si certains gouvernements européens ne le voient pas de cet œil, en revanche, cette réussite n'aura pas échappé à nombre d'États, dont la candidature vient gonfler la liste déjà longue des postulants à l'UE⁵.

A cet égard, l'UE n'est pas la seule organisation à avoir joué un rôle d'attraction sur les pays d'Europe centrale et orientale. En effet, sur le plan sécuritaire, c'est vers l'OTAN que les anciennes démocraties populaires avaient le regard tourné. Parallèlement au processus d'élargissement de l'UE, ces pays ont également conduit des négociations avec l'organisation atlantique afin de pouvoir bénéficier du bouclier états-unien. Les premières adhésions à l'OTAN interviennent ainsi dès 1999, avec l'intégration de la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. Puis en 2004, c'est au tour de la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie d'intégrer l'organisation, l'Albanie et la Croatie les rejoignant en 2009.

L'empressement des pays d'Europe centrale et orientale au cours des années 1990 à rejoindre simultanément l'Union européenne et l'Alliance atlantique en pensant rejoindre, finalement, un même ensemble n'a certainement pas participé à la clarification du projet européen. Et si ce dernier connaît, depuis le début des années 2000, des soucis pour s'affirmer et trouver sa place sur la scène internationale, les difficultés à réformer les institutions européennes apparaissent peut-être davantage comme un symptôme que comme une cause de la crise de sens que traverse l'UE.

L'Union européenne vingt ans après : la crise de sens

En vingt ans, sous l'influence du modèle politique, économique et juridique véhiculé par l'Union européenne, le continent européen a connu de profondes transformations. Les normes promues par l'UE se sont en effet étendues à de nombreux États européens et s'appliquent, aujourd'hui, à près de 500 millions de personnes. A cet égard, l'unification du continent, sans se traduire par l'apparition d'un sujet politique de type fédéral ou autre, a largement progressé. Certes, ces évolutions ne sauraient masquer les profondes disparités, notamment économiques et sociales, qui continuent à fracturer le continent. Néanmoins, plus encore peut-être que ces facteurs, c'est la nature même du projet européen qui semble aujourd'hui diviser les Européens. Le rejet du traité constitutionnel européen en 2005, les tergiversations sur le traité de Lisbonne, l'usage décomplexé de réflexes nationaux face aux problèmes, ainsi que la préférence pour les pratiques intergouvernementales sur de nombreuses questions révèlent les limites actuelles de la dynamique européenne. Un état que ne saurait altérer la création imminente des postes de président permanent du Conseil européen et de Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Souvent, dans les interprétations qui ont été données de la chute du mur de Berlin, cet événement apparaît, pour l'Europe, comme le point de départ d'une nouvelle phase de l'unification du continent. Dans ce discours, la réunification du continent européen a pour corollaire son accession à un statut d'acteur influent des relations internationales ; l'unification du continent comme une manière, en somme, de recouvrer un rôle historique dans la marche du monde. Pourtant, au vu de l'évolution de la scène politique et stratégique mondiale, au vu de la réalité des rapports de force qui s'y sont peu à peu déployés depuis vingt ans, n'est-on pas en droit de se demander si, finalement, la chute du mur de Berlin n'aura pas signifié, pour l'Europe, la fin d'un long cycle historique : celui dans lequel elle constituait encore un espace de centralité pour la gestion des affaires internationales ? A l'échelle des grands enjeux mondiaux, en tombant, le mur de Berlin n'aura-t-il pas précipité simplement la marginalisation définitive du Vieux Continent ? En cessant d'apparaître comme un espace stratégique central dans les affaires du monde, comme elle l'a été au cours de la Guerre froide, l'Europe aurait-elle également compromis, malgré elle, ses possibilités d'en être un acteur stratégique ?

Entre 1989 et 2009, malgré la stabilisation politique du continent et son intégration économique toujours plus étroite, les incertitudes de la fin de la Guerre froide ont laissé la place aux incertitudes d'un monde globalisé. Monde à l'intérieur duquel l'Union européenne semble aujourd'hui peiner à trouver un nouveau souffle et une nouvelle ambition. ■

(1) Entretien d'Hubert Védrine, " Chronique d'un effondrement annoncé ", Hors série, *Télérama Horizons*, " Le mur de Berlin. 20 ans après ", n° 1, septembre 2009.

(2) Nous empruntons cette expression à l'historien Tony Judt, *Après-guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945, chapitre XX, Paris, Armand Colin, 2007, p. 743.*

(3) Le traité sur l'Union européenne, traité dit de Maastricht, est signé le 7 février 1992 ; il entre en vigueur le 1^{er} novembre 1993.

(4) Le traité de Lisbonne reprend dans une large mesure les dispositions du traité établissant une constitution pour l'Europe signé en octobre 2004 et rejeté par référendum par la France et les Pays-Bas au printemps 2005.

(5) De la Turquie à la Croatie, de l'Islande à la Macédoine, etc., les candidats à l'UE ne manquent pas.

La Russie, une puissance retrouvée ?

Entretien avec Arnaud Dubien
Directeur de recherche Russie/CEI, IRIS

La chute du mur de Berlin a-t-elle précipité l'effondrement de l'URSS ?

Indirectement, oui. La chute du Mur - qui intervient quelques mois après le lancement de la table ronde polonaise qui ouvre la voie au multipartisme à Varsovie - signe l'arrêt de mort de ce que l'on appelle alors le " bloc de l'Est ". Le CAEM (Conseil d'Aide Economique Mutuelle) et le Pacte de Varsovie existeront formellement encore quelques mois, mais c'est l'ensemble de la zone qui sort brusquement du communisme. Mikhaïl Gorbatchev, qui cumule les fonctions de président de l'URSS et de secrétaire général du PCUS, espère encore pouvoir sauver l'Union soviétique en la transformant. Mais les tendances centrifuges sont déjà à l'œuvre, dans les républiques baltes, en Géorgie, en Ukraine, tandis que le premier conflit armé éclate au Karabakh. Un peu plus de deux ans après la chute du mur de Berlin, le drapeau russe remplace le drapeau rouge au Kremlin.

Comment ont évolué les relations entre la Russie et les anciens pays du bloc communiste ?

Au cours des années 1990, Moscou - très affaibli - assiste impuissant au rapprochement entre ses anciens vassaux et les occidentaux, un processus qui s'achève au début des années 2000 avec l'entrée de la plupart des ces pays dans l'UE et dans l'OTAN. On observe dès lors une différenciation dans les approches russes de la zone. Les relations sont tendues avec la Pologne, les Etats baltes et la République tchèque, pays alignés sur la stratégie de l'Amérique de Bush. Mais dans le même temps, des relations plus pragmatiques s'instaurent avec la Hongrie - malgré le souvenir de 1956 - ou bien encore la Slovaquie, qui sont sensibles à la nécessité de renouer des collaborations économiques avec la Russie. L'entrée de la Bulgarie dans l'UE et l'OTAN a également constitué un atout majeur pour Moscou, qui y dispose d'un important capital de sympathie depuis les guerres de libération contre les Ottomans dans les années 1870. Quant à l'Allemagne réunifiée - grâce, on ne le souligne jamais assez, à Mikhaïl Gorbatchev - elle est le principal partenaire commercial mais aussi l'allié central de Moscou en Europe. Notons pour la petite histoire que Vladimir Poutine, qui a très mal vécu le " lâchage " de la RDA où il était en poste pour le KGB à la fin des années 1980, a recasé plusieurs de ses anciens collègues de la Stasi, notamment chez Gazprom.

On évoque souvent un " retour " de la Russie sur la scène internationale. Qu'en est-il ?

Si l'on prend pour point de référence 1999, le contraste est en effet saisissant. On se souvient que la Russie est alors à terre, une impuissance que symbolise mieux que tout l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Zbigniew Brzezinski parle alors de " Trou noir " eurasiatique, tandis qu'un autre ancien haut responsable américain, Thomas Graham, invite à penser " un monde sans Russie ". Aujourd'hui, la Russie est de nouveau perçue comme un acteur qui compte, une puissance en voie de reconstitution après une éclipse d'une dizaine d'années. De ce point de vue, la " guerre des cinq jours " contre la Géorgie marque une réelle rupture. Le message - adressé en réalité avant tout à Washington - est que Moscou ne recule plus et refuse désormais d'être considéré comme quantité négligeable, surtout lorsqu'il s'agit de zones sensibles situées à ses frontières.

Pour autant, il convient de ne pas surestimer le " retour " de la Russie. Cette dernière, à la différence de l'URSS, est relativement eseu- lée sur la scène internationale. La crise économique a mis en évidence sa grande vulnérabilité aux facteurs exogènes et l'impasse du modèle de développement fondé sur les matières premières. Plus fondamentalement, elle risque d'être confrontée à un dilemme majeur, à savoir : comment rester - ou prétendre rester - une grande puissance, un pôle d'influence autonome, lorsque l'on ne pèse qu'environ 2% de la richesse mondiale et que la population chute rapidement ? A moyen terme, il est probable que la Russie et l'Europe doivent opérer un véritable rapprochement stratégique pour compter face à la Chine, aux Etats-Unis ou à l'Inde. ■

US-European Relations: Goals, Expectations and Challenges Twenty Years After the Fall of the Berlin Wall

**Arnaud Kurze
Center for Global Studies,
George Mason University**

To remember the fall of the Berlin Wall, a symbol of the Cold War that has separated East Germans from their Western fellow citizens for almost three decades, former German Chancellor Helmut Kohl, former US President George Bush, and then General Secretary of the Communist Party of the Soviet Union, Mikhail Gorbachev, met for festivities in Berlin, Saturday October 31st, 2009. It was almost as if they were trying to catch up with their past glory, paying tribute to civil society, which was pivotal in bringing about peaceful change in 1989. Two decades later, however, with the fall of the iron curtain, the US foreign policy has shifted its center of gravity. In the minds of many Europeans-including several Southeast European countries such as Kosovo-the US is nevertheless still associated with a rescue figure. This 20-year anniversary thus acts as a Litmus test for the goals, expectations, challenges and opportunities of the US-European relations, particularly with respect to the new EU members and those aspiring to join the Union.

The current geopolitical changes in world politics occurred already before the turn of the century, throughout the 1990s. Instead of following the linear equation projected in Francis Fukuyama's *The End of History*, international relations have become a globalized and interactive open space in which cultures, trade and peoples have formed multiple points of friction and conversion¹. The many low-intensity regional conflicts act as a case in point and in recent years we have observed how politics has become preoccupied with the idea of governing (in)security, including pandemics, natural disasters, nuclear threats and terrorism. Even though US foreign politics has shifted its attention away from the former Soviet Union to the Middle East and Asia, the old continent has not lost sight of the new world. On the contrary, governments in Europe have joined the US administration's endeavour to fight increasingly intangible risks. Therefore, the former bond remains, though US responsibilities and the willingness to commit in Europe's backyard have ebbed.

During his electoral campaign before becoming the 44th President of the United States of America, Barack Obama gave a speech in July 2008 at the Victory Column in Berlin-a highly controversial landmark as it symbolizes Prussia's consecutive victories over its neighbors (such as Denmark, Austria and France) in the second half of the 19th century. With the traditional venue of the Brandenburg gate reserved for current statesmen only, Mr. Obama was nonetheless received like a rock star and did not miss the opportunity to emphasize that things had changed. The show was soon reported in the press as featuring Europeans looking up to the then-presidential candidate as a savior - not only for Europe with its sociopolitical problems and the looming economic crisis, but also for the world at large. Though weighing his words carefully and skillfully engaging in a diplomatic waltz, Mr. Obama underlined the need for a joint effort to cope with global issues in order to "build on our common history, and seize our common destiny, and once again engage in that noble struggle to bring justice and peace to our world." This was a sign that despite his readiness to engage in constructive talks, once in office he would pursue a pragmatic and realistic foreign policy agenda.

Southeast Europe's attitude is very telling in this regard, as American Vice-President Joe Biden's visit showed in early May this year. His trip was received with much anticipation and high hopes, as it was seen as a proof of the current administration's eagerness to take a more active role in the Balkans in order to strengthen the region's fragile stability. According to Serbian sources, he was the most senior US official to visit the country in nearly thirty years, after President Jimmy Carter visited the then Yugoslavia in June 1980. As a consequence, this visit was not only an opportunity to smoothen US-Serbian relations, which had been marked by mutual suspicions, but also to show support for Kosovo's new and disputed statehood while hoping to generate a constructive dialogue and cooperation to solve the lingering issues. In spite of engagement promises that struck a chord in the ears of European lawmakers, needless to say that US foreign policy in the region will remain an ad hoc enterprise and the EU will have to do its share to fuel stability, prosperity and peace.

Looking at the symbolic moment of the end of the Cold War without addressing American-Russian relations is like discussing the theory of relativity without referring to Albert Einstein. After almost a decade of strained relations under the Bush administrations and with the US plans to build an anti-ballistic missile defense system in Poland, US President Barack Obama and Russian President Dmitri Medvedev expressed their desire for a détente in their lukewarm relations in a joint statement on the occasion of the 2009 G20 Summit in London in which they promised a "fresh start". It goes without saying that economic interest on both sides-or rather constraints in times of crisis-contributed to this policy change. On the one hand, a situation with exorbitant oil prices that flushed petrodollars into the empty pockets of the Russian state between late 2007 and early 2009 and that paralleled with a rising Russian voice on the world scene has vanished. On the other hand, US military operations in Iraq and Afghanistan have put a damper on further costly experiments promoted by the US military industry and lobbies. After this exchange of nice words, though, deeds will have to follow so as to consolidate the rein-vigorated willingness to cooperate.

Paradoxically, November 9th, 1989, is also a watershed illustrating the fundamental differences between US and German societies. The end of stability and predictability faced by Germany filled West Germans with anxiety and skepticism. Americans, on the contrary, see history differently. Moments of change might be associated with hardship; however they are not seen as a crisis to be feared but as an opportunity. The worst economic crisis since World War II, that hit the US in 2007-and which finally shows slow signs of recovery-is a good example of that. Yes, ordinary Americans had and still have to pay their toll, but while some voices rose to demand increased government intervention as an all-encompassing state solution, society is not waiting for Keynesian miracles but seeks innovative alternatives and ways to cope with the economic issues.

The paradigm shift that has taken place in the past two decades is ineluctably visible in the media as well. While major US media outlets have reduced their reporting of the preparations of the commemorations of the fall of the Berlin Wall to travel pages and blogs, the recent reunion of former Heads of States barely kept readers' attention for a few hours on the 24/7 evolving online sites geared by continuous news feeds. The fundamental discussions on the significance of the topic were thus left to university campuses that can afford to fund research centers on European studies such as Harvard. Notwithstanding, the US government has issued a publication "The Berlin Wall-Twenty Years After" that not only highlights the significance of this event but also compiles political, historical and social commentaries which provide useful information on the context and conditions of the 1989 events. This effort also reminds us of the fact that while many things have changed for the better in East Germany and many of the former Soviet satellite states, several countries still struggle with their post-socialist legacies and seem to be caught in an endless transition. And for other less fortunate societies such as North Korea that still bear the yoke of an authoritarian rule, the commemorations should serve as an impetus to peacefully tear down the last few remaining iron curtains that protect bastions of oppression. ■

(1) See for instance Appadurai (1996) for a broader discussion on the impact of globalization on societies.

1989-2009

La République Populaire de Chine, du ban des nations à la consécration olympique : le véritable " Grand Bond en avant "

Olivier Guillard**Directeur de recherche Asie, IRIS
Associé, Crisis Consulting**

Le plus "sino-sceptique" de nos contemporains en conviendra lui-même : ces deux dernières décennies, s'il est un acteur étatique à avoir dévoré l'espace-temps sans retenue en démultipliant sur un rythme frénétique ses capacités (humaines, industrielles, techniques, économiques et financières) - fût-ce au prix de quelques hypothèques risquées sur l'avenir (cf. environnement) -, il s'agit sans l'ombre d'un doute du géant chinois. La République Populaire de Chine, rêve concrétisé du camarade Mao, célèbre en cet automne 2009 le 60^e anniversaire de sa fondation ; des festivités qui, nonobstant les conséquences collatérales de la crise financière sur son économie, se veulent au diapason de l'accomplissement enregistré depuis vingt ans.

Une vingtaine d'années plus tôt, à l'automne 1989, alors que 8 000 km à l'ouest de Pékin le mur de Berlin s'effritait pour enfin se déliter, l'humeur des autorités chinoises n'était guère à la célébration. Le quarantenaire de la fondation de la République Populaire ne donna pas lieu à la même exubérance de défilés, de couleurs et de ballons. On le comprendrait à tout le moins : un semestre plus tôt, l'écrasement du " printemps de Pékin " sur la place Tiananmen plaçait " l'ex-empire du Milieu " dans une configuration domestique et internationale bien différente. Pour Pékin, le temps de l'opprobre, de la marginalisation internationale et de la critique s'annonçait. Si aujourd'hui se prolongent encore certains effets de cette période délicate, si demeurent des courants (domestiques, extérieurs) œuvrant au profit d'une libéralisation politique tardant à venir, les autorités pékinoises ont appris à " gérer ", à s'accommoder de ces " contingences ".

1989, année des paradoxes et des extrêmes en Chine : de Tiananmen à Shenzhen

Lorsque la détermination du régime communiste à ne pas souffrir la moindre manifestation de défiance, à ne pas laisser le plus petit espace d'espoir aux partisans d'une démocratisation du régime, fut lancée un jour de mai 1989 à la face du peuple chinois et de la communauté internationale, le coup fut rude (pour les centaines de victimes de Tiananmen en premier lieu). Rude, mais pesé par le leadership autoritaire ; la condamnation internationale et la mise au ban des nations, conséquence inévitable de cette répression musclée, devait être assumée. Elle le fut - à sa manière - d'autant plus que l'on anticipait dans les couloirs du pouvoir de Pékin, dans les représentations diplomatiques chinoises (en Occident notamment) également, que cette mise à l'écart serait temporaire, tout particulièrement dans les échanges commerciaux, et ne saurait durer au-delà de " quelques années ". Et tant pis si l'opinion publique internationale, déjà assez réservée vis-à-vis de cette grande inconnue qu'est la Chine, restait pour un temps plus long rétive à son endroit. Il est intéressant de noter que vingt années plus tard, l'image de la Chine ne s'est que très peu améliorée aux yeux du citoyen occidental ; quand elle ne s'est tout simplement pas détériorée...

La mondialisation intégrant aux tournants des années 1980 le partenaire chinois dans ses (très pragmatiques) logiques commerciales, on notera que 1989 marque, à des années-lumières des réflexes autoritaires sino-centrés mis en lumière sur la place Tiananmen, la mise en place parallèle d'instruments à vocation financière interne et internationale : l'ouverture des bourses de Shanghai et de Shenzhen, à la fois paradoxe et pied de nez.

Ces irritants de toujours : de Lhassa à Taipei

Si 1992 voit Pékin renouer ses relations diplomatiques avec Moscou, et 1997 voit Hong-Kong revenir (pacifiquement) dans le giron de la République Populaire, suivi de Macao deux ans plus tard, les années et décennies passant n'ont pas réussi à aplanir l'ensemble des dossiers - domestiques ou régionaux - irritant les susceptibles autorités de Pékin. Les rapports avec " l'autre " puissance d'Asie orientale, le fier archipel nippon, fluctuent entre 1989 et 2009 au gré des humeurs des gouvernements respectifs, alternant les périodes de tension (cf. émeutes anti-japonaises en avril 2005) et de détente (observées depuis la fin 2008 notamment). A noter que l'intégration des deux économies voisines (236 milliards d'échanges commerciaux bilatéraux en 2007) va en se renforçant, faisant fi des aléas diplomatiques. Le cours des choses semble également prendre une matrice constructive avec la Corée du Sud depuis le rétablissement des relations diplomatiques (1992). Avec l'Inde, cet autre acteur émergent, la trame s'avère plus complexe. Si le développement des échanges traduit un " certain " rapprochement depuis 1989, la confiance fait encore largement défaut entre ces deux poids lourds de l'Asie émergente. Le " legs " d'un différend territorial non résolu (Arunachal Pradesh, 1962)... tout autant que la volonté de Pékin de conserver son ascendance sur New Delhi, aspirante à un rôle nouveau en Asie et au-delà, contrarient tout élan trop généreux vers la symbiose.

Mais c'est au plan intérieur que le régime réserve son plus grand courroux : Taïwan, " l'île rebelle ", le Tibet et ses aspirations oscillant

entre plus d' autonomie et d'indépendance, les souhaits similaires des musulmans ouïgours du Xinjiang, les courants pro-démocratie et les structures aux agendas droits-de-l'hommeistes, concentrent l'ire de Pékin, toujours capable, ces vingt dernières années, de se laisser emporter sans retenue sur ces différents thèmes, quoi qu'il en coûte en terme de réputation extérieure. Peu important, en effet, les dommages collatéraux sur l'image de la Chine : des deux crises sino-taiwanaises (1995-2001) - lors desquelles la soldatesque chinoise s'agita plus que de mesure - aux incidents observés au Xinjiang en juillet 2009 (200 victimes), en passant par la gestion (très) discutable des émeutes secouant Lhassa au printemps 2008, à quelques mois des Jeux Olympiques de Pékin, la ligne directrice de la politique chinoise sur ces irritants demeure aisée à lire à défaut d'apparaître modérée.

Cette Chine que l'on courtise

Le gouvernement chinois l'avait justement anticipé : la marginalisation d'un acteur de plus en plus intégré aux grands enjeux contemporains, capable de se muer en une poignée de décennies en une formidable machine de guerre économique et commerciale échangeant avec le monde entier, ne saurait durer éternellement. La baisse de régime du Japon durant la décennie 1990, l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, les prouesses vertigineuses de sa croissance économique, les besoins de consommer toujours plus pour toujours moins cher, renforcent la Chine dans son destin et ses aspirations à se hisser au niveau des principaux acteurs de son temps. Quelle autre nation est du reste capable, ainsi que le fit la Chine avec force décorum, de recevoir 48 chefs d'Etat et de gouvernements africains dans sa capitale (cf. Sommet Chine-Afrique de novembre 2006) et de promettre, sans conditionnalité ou presque, des milliards de dollars d'aide et de crédits ? Dans le même temps, cet acteur aux coffres remplis de devises¹, capable de vendre au monde entier²... mais également de beaucoup lui acheter³, est devenu un marché que plus aucune grande marque étrangère - surtout pas occidentales et de luxe... - ne peut se permettre d'ignorer, un relais de croissance sans pareil, fi ou presque des réticences diplomatiques et des états d'âme politiques, serait-on tenté de résumer.

Cette République Populaire que l'on redoute

Mais cet acteur est capable dans le même temps d'attirer - dans une certaine mesure d'envoûter - et de susciter réserve, circonspection et crainte. Au-delà du credo du " développement pacifique et harmonieux " promu depuis le tournant du siècle par les dirigeants de Pékin, ces pragmatiques responsables communistes à la tête de la 3e économie mondiale qui écopot l'abyssal déficit public de la libérale Amérique en achetant des montagnes de bons du Trésor américain ne sont pas encore parvenus à lisser les contours incertains entourant les desseins stratégiques à moyen-long terme de l'ex-Empire du Milieu. Mais que recherche vraiment, qu'ambitionne à terme, en Asie et au-delà, cet atypique colosse asiatique, à la fois 1er partenaire commercial des Etats-Unis... et de la Corée du Nord, et partenaire économique et/ou parapluie diplomatique de divers régimes pour le moins contestés (junte militaire birmane, Soudan du Président Omar El-Bechir) ? Quel message veut donc faire passer Pékin au reste du monde lorsque, en janvier 2007, un de ses missiles balistiques abat un satellite chinois de communication (obsolète) ? Qu'est-ce qui justifie que son budget de la défense connaisse depuis deux décennies une augmentation annuelle de près de 20 % ?

Pékin, cette Chine grande incomprise ?

A ces multiples - et on en passe... - interrogations, la République Populaire répond généralement de façon évasive, consciente de ses forces, armée de ses convictions, sûre de ses choix. Pékin se hérissent sur le cas tibétain et malmène le Dalaï Lama, au point de le comparer à un vil terroriste. Occident en tête, le monde réagit et laisse entendre son déplaisir, les opinions publiques surtout. Qu'à cela ne tienne, c'est l'Occident qui n'y voit pas clair et se trouve dans le déni. En 1999, en plein conflit dans les Balkans, un bombardement " malheureux " touche l'ambassade de Chine à Belgrade. Pékin n'y voit autre chose qu'un complot volontaire. Six ans plus tard (mars 2005), Pékin adopte un loi anti-sécession plaçant de jure Taïwan sous l'épée de Damoclès d'une intervention militaire au cas où ses dirigeants formaliseraient leurs velléités indépendantistes. Les opinions étrangères dénoncent la législation mais, pour Pékin, ce sont encore ces dernières qui ne comprennent pas que l'unité de la République Populaire est gravement menacée par les tentations indépendantistes de quelques (millions tout de même...) insulaires de l'autre côté du détroit de Formose. Lors de certaines haltes occidentales (Paris, Londres, San Francisco), le relais olympique chinois adopte au printemps 2008 une trame plus proche du parcours du combattant qu'autre chose, laissant la part belle à l'expression de sentiments pro-tibétains. Ce crime de lèse-majesté relève de la responsabilité des autorités nationales, coupables de complaisance, à en croire l'irascible Pékin. La Chine et ses innombrables particularismes serait-elle la grande incomprise de son époque ? De Pékin à Shanghai, c'est un discours que l'on tient volontiers.

La " réussite " chinoise : une modélisation souhaitable ?

Quel chemin parcouru - en termes de développement économique et commercial - en l'espace d'une génération d'hommes dans cette vaste Chine ! Certes, la République Populaire compte encore plusieurs centaines de millions de concitoyens au sort précaire et aux conditions de vie (dans les provinces du centre et de l'ouest notamment) bien loin du lustre de Shanghai, de Hong-Kong ou de Canton (Guangzhou). D'une manière générale, on ne saurait non plus, en se promenant à travers le territoire, confondre le Fujian et la Californie, prendre le Yunnan pour la Bavière... Toutefois, pour tant de nations du sud n'ayant pas eu, lors des vingt dernières années, le privilège de connaître pareille évolution vers le développement et d'entrer par la grande porte dans le XXIe siècle, comment ne pas regarder avec envie les réalisations et les avancées opérées par la première démographie mondiale ? Certes, à regarder de trop près la vitrine et les livres de compte, on finit (consciemment ou non) par oublier l'envers du décor, les litres de sueur consommés dans les ateliers surpeuplés, dans des conditions plus proches (voire pires parfois) de Zola que des centres high-tech de la Silicon Valley. Pékin s'entend à habillement dissocier business et politique avec ses partenaires étrangers à la réputation sulfureuse ; une stratégie - une posture fleurant bon la mauvaise foi serait plus juste... - lui ouvrant presque toutes les portes, à tout le moins celles que les nations occidentales refusent de pousser. Pour autant, est-ce par ce tour de passe-passe discutable que l'on acquiert, dans le moyen-long terme, estime, répu-

tation et image favorable, responsable, dans le concert des nations ? Il est permis d'en douter.

Ce qui fait encore défaut à ce colosse asiatique

Ce titan asiatique post-olympique qui s'éveille, fascine tout autant qu'il inquiète, dévore tout autant qu'il vend, que peut-il bien encore lui manquer en cet automne 2009 ? La République Populaire de Chine du Président Hu Jintao dispose-t-elle déjà de tous les symboles de la puissance, de tous les attributs d'un acteur de tout premier rang ? Certes, l'addition des chiffres, des graphiques et des bilans a de quoi emplir de fierté les dirigeants chinois et leur pléthorique population. Rêvaient-ils seulement, dans leur anticipation la plus audacieuse au lendemain des événements de Tiananmen, tenir pareille position flatteuse vingt ans plus tard ? Cela n'est pas acquis. Pourtant, on ne saurait trouver chez cet acteur émergent que réalisations et accomplissements : le puzzle est loin d'être complet. Sans chercher trop loin, il semble possible de trouver quelques carences chez ce susceptible et ambitieux géant, quelques points de faiblesse auxquels il s'agirait de s'atteler au plus tôt : une exubérance diplomatique mal maîtrisée, lorsque certains thèmes sensibles (cf. Tibet, visite du Dalaï Lama) viennent provoquer l'ire des autorités ; un manque de mesure et de retenue dans le choix des propos, nonobstant le niveau de l'interlocuteur (cf. les diatribes inouïes adressées au Président Sarkozy lorsqu'il rencontra le Dalaï Lama en décembre 2007) ; une assurance décalée confinant souvent à la suffisance pour se dédouaner des " liaisons dangereuses " avec des régimes discutés (cf. Birmanie, Soudan, Corée du Nord, etc.). Paradoxalement en somme, on pourrait synthétiser en esquissant, pour cet acteur asiatique à l'histoire plurimillénaire, un manque flagrant de maturité diplomatique. En espérant qu'il ne s'agisse pas de quelque insuffisance plus préoccupante. ■

(1) Premières réserves de change mondiales : 2 000 milliards de \$ fin 2008.

(2) 1 435 milliards de \$ d'exportations en 2008 (3e rang mondial).

(3) 1 074 milliards de \$ d'importations en 2008 (4e rang mondial).

Vingt ans après la chute du Mur : quelle place pour la Russie dans un monde en transition ?

Entretien avec Andreï Gratchev,
ancien porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev

Retrouvez l'entretien d'Andreï Gratchev sur affaires-strategiques.info :

- " *Monsieur Gorbatchev, ouvrez cette porte. Monsieur Gorbatchev, abattez ce mur !* " (R. Reagan). *Quel a été l'impact de la chute du Mur en Europe et en URSS ?*
- *Avec la fin de la Guerre froide et l'implosion de l'URSS, on a parlé du déclin de la Russie. Qu'en pensez-vous ?*
- *Dans le monde multipolaire qui se dessine aujourd'hui, quel rôle peut jouer la Russie ?*

<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article2273>